Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_056-DE

DEPARTEMENT DE LA REUNION

VILLE DU PORT

Nombre de conseillers en exercice : 39

Quorum : 20

A l'ouverture de la séance
Nombre de présents : 30
Nombre de représentés : 04

Mise en discussion du rapport
Nombre de présents : 30
Nombre de représentés : 04
Nombre de votants : 34

OBJET

Affaire n° 2025-056

RÉSEAUX PUBLICS DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ REDEVANCE POUR OCCUPATION PROVISOIRE DU DOMAINE PUBLIC MISE À JOUR DU MODE DE CALCUL

NOTA : le Maire certifie que :

- la convocation du conseil municipal a été faite et affichée le 24 mars 2025.

- la liste des délibérations a été affichée à la porte de la mairie et publiée le 2 avril 2025.

LE MAIRE

COMMUNE DU PORT 97420 REUNION

Olivier HOARAU

EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 1er avril 2025

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, le mardi 1er avril, le conseil municipal de Le Port s'est réuni à l'hôtel de ville, après convocation légale sous la présidence de M. Olivier Hoarau, Maire.

Secrétaire de séance : Mme Annick Le Toullec.

Étaient présents : M. Olivier Hoarau Maire, Mme Annick Le Toullec 1ère adjointe, M. Armand Mouniata 2ème adjoint, Mme Jasmine Béton 3ème adjointe, M. Bernard Robert 4ème adjoint, Mme Karine Mounien 5ème adjointe, M. Wilfrid Cerveaux 6ème adjoint, Mme Mémouna Patel 7ème adjointe, Mme Bibi-Fatima Anli 9ème adjointe, M. Guy Pernic 10ème adjoint, Mme Catherine Gossard 11ème adjointe, M. Jean-Paul Babef, M. Franck Jacques Antoine, M. Henry Hippolyte, M. Jean-Max Nagès, M. Fayzal Ahmed Vali, Mme Danila Bègue, M. Alain Iafar, Mme Brigitte Cadet, M. Zakaria Ali, M. Jean-Claude Adois, Mme Sophie Tsiavia, Mme Véronique Bassonville, M. Didier Amachalla, Mme Honorine Lavielle, Mme Aurélie Testan, Mme Gilda Bréda, M. Sergio Erapa et Mme Annie Mourgaye.

Absents représentés : Mme Claudette Clain Maillot par M. Alain Iafar, Mme Garicia Latra Abélard par Mme Véronique Bassonville, Mme Barbara Saminadin par Mme Honorine Lavielle, Mme Paméla Trécasse par M. Didier Amachalla.

Arrivée(s) en cours de séance : M. Mihidoiri Ali 8ème adjoint, à 17h15.

Départ(s) en cours de séance : M. Olivier Hoarau, Maire à 18h08 (affaire n° 2025-057), M. Fayzal Ahmed Vali à 18h08 (affaire n° 2025-057).

Absents : M. Patrice Payet, Mme Firose Gador, M. Bertrand Fruteau, Mme Valérie Auber et Mme Patricia Fimar.

.....
.....

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_056-DE

Affaire n° 2025-056

RÉSEAUX PUBLICS DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ REDEVANCE POUR OCCUPATION PROVISOIRE DU DOMAINE PUBLIC MISE À JOUR DU MODE DE CALCUL

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L.2333-84, R.2333-105-1 et R.2333-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 2023-797 du 18 août 2023 relatif aux redevances dues en raison de l'occupation du domaine public pour les ouvrages de transport et de distribution de l'électricité et du gaz ;

Vu la délibération du conseil municipal du 02 juin 2020, autorisant le Maire, pour la durée de son mandat, à fixer les tarifs des droits de voirie à caractère non fiscal prévus au profit de la commune, dans les limites autorisées par les lois et règlements qui régissent ces droits ;

Vu le rapport présenté en séance ;

Considérant la nécessité d'adapter le mode de calcul de la redevance pour occupation provisoire du domaine public en fonction des évolutions réglementaires et des pratiques en vigueur ;

Considérant l'avis favorable de la commission « Aménagement – Travaux – Environnement » réunie le 20 mars 2025 ;

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

DÉCIDE

Article 1 : de mettre à jour le mode de calcul concernant la redevance pour occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux relatifs aux ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité, conformément au décret n° 2023-797 du 18 août 2023 et en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire et applicable à partir du 1er janvier 2024 ;

Article 2 : d'approuver son mode de calcul tel qu'il est joint en annexe du rapport ;

Article 3 : d'autoriser le Maire, ou tout adjoint habilité, à signer tous les actes correspondants.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE

COMMUNE DU PORT * 97420 * REUNION

Olivier HOARAU

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_056-DE

RÉSEAUX PUBLICS DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
REDEVANCE POUR OCCUPATION PROVISOIRE DU DOMAINE PUBLIC

MISE À JOUR DU MODE DE CALCUL

Le présent rapport a pour objet de recueillir l'avis du conseil municipal sur la mise à jour du mode de calcul concernant la redevance pour occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux, relatifs aux ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

Par délibération du 24 septembre 2009, le conseil municipal a instauré une Redevance d'Occupation Permanente du Domaine Public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

Par délibération du 06 septembre 2016, le conseil municipal a instauré une seconde Redevance d'Occupation Provisoire du Domaine Public par les chantiers de travaux, relatifs aux ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité et a fixé son mode de calcul conformément au décret 2015-334 du 25 mars 2015.

Le décret n° 2023-797 du 18 août 2023 vient modifier la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales notamment son mode de calcul applicable à compter de l'année 2024.

Les modalités de calcul sont jointes en annexe du présent rapport.

Il est proposé au conseil municipal :

- de mettre à jour le mode de calcul de la redevance pour l'occupation provisoire du domaine public communal par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité, conformément à la partie règlementaire du Code Général des Collectivités Territoriales, en précisant que celui-ci s'applique au plafond règlementaire ;
- d'approuver son mode de calcul tel qu'il est joint en annexe de ce rapport.
- d'autoriser le maire, ou tout adjoint habilité, à signer tous les actes correspondants.

Pièce jointe :
- Annexe technique et financière

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_056-DE

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE

Pour les chantiers portant sur un réseau de distribution d'électricité, le montant de la redevance due par le gestionnaire du réseau de distribution, chaque année à la commune, au titre de l'occupation provisoire de son domaine public, est fixé dans la limite du plafond suivant :

PR'D = PRD/5

Où :

PR'D exprimé en euros, correspond au plafond de la redevance due chaque année à la commune, au titre de l'occupation provisoire de son domaine public par les chantiers de travaux, par le gestionnaire du réseau de distribution ;

PRD correspond au plafond de la redevance due par le gestionnaire du réseau de distribution au titre de l'article R.2333-105 du CGCT, à savoir :

PR = (0,534 P - 4 253) € correspond au plafond de la redevance pour les communes dont la population est supérieure à 20 000 habitants et inférieure ou égale à 100 000 habitants ;
P représente la population totale telle qu'elle résulte du dernier recensement publié par l'INSEE.
Il est rappelé que les plafonds de redevances évoluent au 1er janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie.

Pour l'année 2024 les redevances permanente et provisoire ont été de :

Redevance permanente 2024	Redevance provisoire 2024
PRD = PR x C P = 33 595 habitants C = index ingénierie = 1.5617 PR = (0,534 P - 4 253) € PR = (0.534*33 595 – 4253) = 13 686.73€ PRD 2024 = 13 686.73x 1.5617 = **21 374.56 €**	**PR'D = PRD/5** PRD =21 374.56/5 = **4 274,91 €**

Pour les chantiers portant sur un réseau de transport d'électricité, le montant de la redevance due par le gestionnaire du réseau de transport, chaque année à la commune, au titre de l'occupation provisoire de son domaine public est fixé dans la limite du plafond suivant :

PR'T = 0,70 euros x LT

Où :

PR'T exprimé en euros, correspond au plafond de la redevance, au titre de l'occupation provisoire du domaine public communal par les chantiers de travaux, par l'occupant du domaine.

LT représente la longueur, exprimée en mètres, des lignes de transport d'électricité installées et remplacées sur le domaine public communal, et mises en service au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due.